

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/24/energie-quelles-lecons-tirer-de-la-crise-historique-du-marche-electrique-en-australie_6131803_3232.html

Énergie : « Quelles leçons tirer de la crise historique du marché électrique en Australie ? »

L'autorité de régulation énergétique australienne a pris le contrôle des prix de l'électricité afin d'éviter un « black-out ». Thierry Kalfon, directeur des activités « renouvelables » d'Engie en Australie et en Asie du Sud-Est, explique, dans une tribune au « Monde », pourquoi cet événement doit nourrir la réflexion sur la planification énergétique en France.

Thierry Kalfon – 23 06 2022

Anthony Albanese ne s'attendait certainement pas à cela. Lorsque, à l'issue des élections du 21 mai, le leader du Parti travailliste a pris les rênes du gouvernement fédéral australien, il s'était à l'évidence préparé à traiter en urgence plusieurs chantiers prioritaires : l'inquiétante accélération de l'inflation, la nécessaire revalorisation du salaire minimum, l'état calamiteux de la prise en charge des personnes âgées, une épidémie de Covid-19 encore meurtrière et, sur le plan international, au-delà du lointain conflit en Ukraine, l'affirmation de la puissance chinoise dans le « pré carré » australien des Etats insulaires du Pacifique.

Certes, tout cela a été d'emblée très présent. Mais l'événement le plus important de ce début de mandat a pris le jeune gouvernement par surprise.

Le mercredi 15 juin, à 14 h 05, l'Australian Energy Market Operator (AEMO), l'autorité de régulation énergétique, a suspendu le marché électrique australien pour la première fois de son histoire. Afin de prévenir les risques majeurs de rupture d'approvisionnement électrique (ou *black-out*), le régulateur a pris le contrôle de tous les actifs de production et les contraint désormais à produire les volumes qu'il détermine, au moment qu'il décide, et aux prix qu'il fixe discrétionnairement. Les producteurs privés d'électricité australiens sont ainsi devenus les exécutants d'un système électrique centralisé à prix administrés. Par son ampleur et sa radicalité, cette mesure est inédite dans les économies électriques modernes.

Comment l'Australie, membre du G20, douzième économie la plus riche du monde, a-t-elle pu en arriver à une telle extrémité ?

Cercle vicieux

Au 15 juin, environ 30 % des actifs de production électrique à partir de charbon faisaient l'objet d'arrêts programmés (pour maintenance), ou d'arrêts non programmés (pour défaillances techniques). A cette date, par exemple, la centrale à charbon géante de Yallourn, qui, à elle seule, produit 22 % de l'électricité de l'Etat de Victoria, fonctionnait à la moitié de ses capacités à cause de pannes imprévues. Mise en service il y a quarante-huit ans, cette centrale en fin de vie, comme toutes les autres centrales à charbon australiennes, souffre de problèmes opérationnels à répétition.

Les prix du gaz et du charbon qui alimentent les centrales électriques ont explosé, sous l'effet de la reprise économique postrestrictions sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19 et de la crise ukrainienne. Ces combustibles ont également été moins accessibles à cause de la concentration de la production nationale vers les marchés d'exportation (l'Australie, qui exporte 75 % de sa production nationale, est le quatrième exportateur mondial de gaz selon le site Tarifgaz.com). Les producteurs d'électricité ont répercuté le coût de leurs achats de combustibles sur leurs prix de vente dans les marchés de gros auprès desquels les fournisseurs d'électricité s'approvisionnent pour alimenter les consommateurs finaux. Afin d'enrayer la spirale incontrôlée des prix de détail, le gouvernement a plafonné ces prix de gros ; certains producteurs ont alors interrompu leur production plutôt que de la vendre à perte, entretenant un cercle vicieux de baisse de l'offre et d'augmentation des prix.

Du côté de la demande d'électricité, le pays doit faire face à des besoins élevés de chauffage dus à un début d'hiver austral précoce et rigoureux.

Quelles leçons tirer de ces événements ?

« Ne pas éteindre la lumière »

A court terme, il n'y avait pas d'autre solution pour le régulateur que de se substituer au marché et de compenser les pertes financières des producteurs par un prélèvement sur les consommateurs étalé sur le moyen terme.

Plus fondamentalement, l'Australie paye aujourd'hui les attermoissements de sa politique énergétique. Faute d'avoir pris avec suffisamment de vigueur le virage de la production d'électricité renouvelable à grande échelle, elle se trouve aujourd'hui dépendante de capacités de production d'origine fossile au fonctionnement opérationnel dégradé et aux coûts prohibitifs. L'enjeu ici n'est pas de réduire les émissions de CO₂, mais simplement de « ne pas éteindre la lumière », selon le ministre australien de l'énergie.

Dans cette perspective, l'ensemble des experts appellent de leurs vœux la construction rapide de nouveaux actifs renouvelables de grande dimension, le renforcement des réseaux d'électricité et la création d'un marché de capacités rémunérant les producteurs pour leur capacité à produire lorsque le système en a besoin. Le nouveau premier ministre australien ne s'y est d'ailleurs pas trompé en annonçant une accélération forte de l'investissement renouvelable dans le cadre d'objectifs climatiques très fortement majorés.

Comme les centrales à charbon australiennes, le parc nucléaire français est ancien et subit des arrêts fréquents. Les hésitations sur le déploiement des énergies renouvelables (en particulier l'éolien terrestre) ne sont pas non plus l'apanage des lointaines terres australes. Ainsi, même si la comparaison a ses limites – le nucléaire français n'émet pas de CO₂ –, les événements inédits du 15 juin à 17 000 km de Paris pourraient utilement nourrir la réflexion des futurs auteurs de la très attendue « planification énergétique » à la française. Elle devra, à Paris comme à Canberra, fixer un cap clair en faveur d'une accélération assumée des investissements de production d'électricité renouvelable.

Thierry Kalfon dirige les activités « renouvelables » d'Engie en Australie et en Asie du Sud-Est. Il a rejoint le groupe Engie en 2009, où il a notamment exercé les fonctions de directeur financier

adjoint. Il a été conseiller auprès de Jean-Louis Borloo, ministre du développement durable, de 2007 à 2009.